

## 2 Politique

Conférence de presse des soutiens d'Ali Bongo Ondimba

**"Rétablir la vérité sur la situation économique du pays"**

Vue partielle des représentants de la presse.



Vue d'ensemble des personnalités politiques.

J.K.M

Libreville/Gabon

**Plusieurs personnalités politiques ont tenu à démentir, hier, un certain nombre de messages véhiculés au sujet de la conjoncture économique.**

PLUSIEURS jours après leur première conférence de presse, Pacôme Moubélet Boubeya, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Blaise Louembe, Ali Akbar Onanga Y'obegue et Simon Ntoutoume Emame, des personnalités politiques "défendant l'action et la personne du chef de l'État" se sont, à nouveau, retrouvés, hier, à l'hôtel Radisson Blu, face aux représentants de la presse nationale et internationale, pour aborder la problématique de "la situation politique actuelle : état des lieux et perspectives pour un Gabon fort, prospère et solidaire" en compagnie, cette fois-ci, de Denise Mekam'ne,

Régis Immongault Tatangani, Madeleine Berre, Christian Magnagna et Alexandre Désiré Tapoyo. Il s'est agi, en réalité, pour tous ces acteurs politiques de "rétablir la vérité sur la situation économique de notre pays, en démentant les informations circulant sur les réseaux sociaux et véhiculées par certains membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR)". D'entrée, M. Immongault Tatangani a indiqué que le chef de l'État et le gouvernement n'ont, à aucun moment, occulté la réalité de la situation économique actuelle de notre pays. Laquelle, a-t-il précisé, comme celle des autres États membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac), est difficile du fait de la chute des cours des matières premières ayant occasionné une détérioration des termes de l'échange, de la balance des paiements, une décé-



Régis Immongault Tatangani (g) répondant aux journalistes.

lération de la croissance, une aggravation de l'endettement, etc. N'empêche que, a-t-il poursuivi, comparativement à plusieurs nations de la sous-région, la résilience de notre économie a permis au Gabon de mieux faire face aux chocs exogènes. Ce qui, a-t-il clamé, n'est pas le fruit du hasard. Mais plutôt les résultats des efforts de la diversification de notre économie entrepris dès 2009, à travers l'agro-in-

dustrie, l'industrialisation de la filière-bois, l'érection de la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok, etc. Autant d'efforts qui, a-t-il ajouté, se sont traduits par une augmentation assez significative du secteur hors-pétrole dans le budget de l'État, la création d'une quarantaine d'entreprises dans la ZES de Nkok, la construction d'un nouveau port à Owendo, une meilleure attractivité de l'économie

gabonaise, l'augmentation du nombre de lits d'hôpitaux de 200 en 2010 à 1 000 en 2016 ainsi que de celui du nombre de kilomètres de routes bitumées.

**EMBEILLIE** • "De 900 en 2009, celui-ci est passé à 1 572 km, en 2016", a-t-il indiqué. Non sans avoir déclaré que le Plan de relance économique (PRE) élaboré par le gouvernement vise, entre autres, à renforcer la viabilité des finances publiques, accélérer la mutation de l'économie gabonaise, maintenir la soutenabilité de la dette publique, accroître la part des investissements du secteur privé, réduire le déficit budgétaire à 3% du PIB, accélérer la croissance, etc. Des propos confortés par Madeleine Berre qui s'est appesantie sur la mutation de la cartographie des investissements au Gabon. "Avant, les investissements étaient essentiellement liés à la commande

publique. Depuis 2009, avec Ali Bongo Ondimba, nous voyons arriver une nouvelle génération d'investisseurs qui veulent également s'installer dans notre pays", a-t-elle déclaré.

C'est dire que, selon M. Immongault Tatangani, "la réalité est là. On peut tenter de la travestir, mais les choses ont été faites pour permettre à notre pays de mieux supporter les chocs extérieurs. Et une certaine embellie est perceptible".

Au vu de tout ce qui précède, s'est interrogé un journaliste, quelle est alors la situation de la trésorerie de l'État ?

"La situation est difficile. Aujourd'hui, on ne peut pas dire que les caisses du Trésor public sont reluisantes. Ce qu'il y a permet de faire face aux missions régaliennes de l'État", a laissé entendre Régis Immongault Tatangani. Tout en précisant que les dépenses sociales sont maintenues.

## Au terme de l'atelier sur la coopération Unoca-CEEAC et société civile

**Des propositions concrètes formulées**

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

**La société civile a, entre autres recommandations, sollicité de la part des organisations de la sous-région, de répertorier dans les États membres de la CEEAC, les organisations de la société civile ayant les compétences requises à œuvrer dans le domaine de l'alerte précoce des conflits.**

L'ATELIER sous-régional sur le renforcement de la coopération entre la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la société civile a rendu ses conclusions mercredi. Après plusieurs jours de réflexion, la société civile a formulé un certain nombre de propo-

sitions "concrètes" en matière d'alerte précoce et de prévention de conflits en Afrique centrale. Elle a entre autres suggéré, l'élaboration d'un plan d'action, avec les indications de progrès civils sur les prochaines étapes, avec l'appui et la participation des organisations de la société civile.

Aussi, les organisateurs ont pris l'engagement de répertorier dans les États membres respectifs de la CEEAC, les organisations de la société civile ayant les compétences requises et les aptitudes nécessaires à œuvrer dans le secteur de l'alerte précoce, y compris sur l'orientation stratégique. Ces recommandations devraient, selon la présidente du Réseau des femmes actives de



Les participants lors de l'ouverture de l'atelier sur la prévention des conflits en Afrique centrale.

l'Afrique centrale (Réfac), Danielle Nlate, être mises en application dès le mois de novembre 2017. Rappelons que cet atelier

avait pour objectif de faciliter le dialogue entre la CEEAC et les représentants des organisations de la société civile, et de trouver les

voies et moyens de créer un partenariat crédible et durable en matière d'alerte rapide et de prévention de conflits. Un objectif qui ren-

tre dans le cadre du mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC).

Notons que le chef du bureau de l'Unoca, François Lounceny Fall avait saisi l'occasion de l'ouverture dudit atelier pour faire quelques observations majeures. Il indiquait que cet atelier est "une claire démonstration de notre partenariat pour la promotion de la paix, de la sécurité et de l'intégration régionale en Afrique centrale (...). Ensuite, dans la coopération grandissante tant entre les Nations unies et l'Union africaine qu'entre l'Unoca et la CEEAC, il y a une reconnaissance du rôle et des contributions de la société civile dans la prévention, la gestion, et la résolution des conflits (...)".